

Si on m'avait dit il y a 23 ans qu'un jour je défendrais une affiche du FN...

Si on m'avait dit il y a 23 ans qu'un jour je défendrais le FN, j'aurais éclaté de rire.

Aujourd'hui, je ne rigole pas. Je suis atterré.

Voici les faits qui me font réagir.

A la veille du premier tour des élections régionales, le Front National voit une de ses affiches de campagne interdite par la justice.

Cette affiche titrée « Non à l'islamisme » montre une carte de France aux couleurs du drapeau algérien, entourée de sept minarets avec le dessin d'une femme revêtue d'un niqab (voile intégral).

Avec le sous-titre : « La jeunesse avec Le Pen »

Comme par hasard le juge qui a statué sur cette affaire est une femme ! Sans l'avoir même rencontrée je suis même en mesure d'affirmer sans erreur qu'elle est de gauche, ce doit être une sorte de clone de la très médiatique ex-juge Eva Joly, véritable chouchou des médias.

La juge a estimé – je cite – que *«cette affiche est non seulement de nature à provoquer un sentiment de rejet et d'animosité à l'encontre d'un groupe de personnes dont sont visées les pratiques religieuses, les femmes et la nationalité mais, en outre, s'adresse essentiellement à la jeunesse de nature plus influençable»*.

Que signifie cette interdiction ? Tout d'abord que la liberté d'expression n'existe plus en France (même si on le savait déjà, elle le confirme). Ensuite cela veut dire que quand une gauchiste telle que la très politiquement correcte Caroline Fourest déclare ouvertement dans ses livres et articles qu'il faut lutter contre l'islamisme (et non pas contre l'islam), aucun juge n'estime nécessaire de la censurer. Mais quand un

parti d'extrême droite affirme exactement la même chose (je rappelle le titre de l'affiche « Non à l'islamisme », c'est-à-dire « Non à l'islam radical et terroriste »), il est censuré. On m'objectera qu'ici l'affiche est interdite pour éviter des émeutes et la « stigmatisation de la population musulmane » (ce cliché inventé par la gauche qui ne veut rien dire). Dans ce cas, que cette gauche qui n'a plus de gauche que le nom aille jusqu'au bout de son raisonnement absurde : qu'elle dissolve immédiatement le gouvernement actuel et le département de la justice pour établir une république islamique en France et qu'elle instaure la charia, ainsi on évitera tout risque d'émeute dans les banlieues. Car c'est ce que veut l'islam politique et c'est ce qui finira par arriver si on laisse ces gauchistes inconscients (bien nommés « idiots utiles de l'islamisme » par certains) et hautement dangereux continuer à régner sur les institutions de notre pays.

Car même si nous avons un président de la République et un gouvernement de droite, ne nous leurrions pas, toutes nos institutions (médias, justice, santé, administration, associations...) sont contrôlées à 90% par l'idéologie de la gauche bien-pensante. Même l'UMP calibré par le politiquement correct de rigueur défend beaucoup des idées de la gauche bien-pensante : la diversité, le multiculturalisme, la parité, la discrimination positive, l'homo-parentalité, l'antiracisme, le communautarisme... et j'en passe.

Donc la justice interdit au FN d'être contre l'islamisme mais qu'est-ce que ça aurait été si le FN avait titré son affiche « Non à l'islam » ? Cette juge aurait-elle alors condamné le président du FN à être brûlé sur le bûcher ?

Car je suis désolé mais un citoyen libre dans une démocratie digne de ce nom devrait pouvoir avoir le droit de dire non à une religion quelle qu'elle soit (islam, christianisme ou judaïsme et j'en passe).

De la même manière, cette décision de justice nous interdit d'être contre le voile intégral (a-t-on encore le droit d'être féministe ou cela est-il interdit également?) et d'être contre les minarets. Donc si nous ne sommes plus libres de choisir

nos opinions, n'est-ce pas le signe que nous vivons dans une dictature ? Et pas la « dictature de Sarkozy » comme la gauche ne cesse de le scander à tout bout de champ mais dans une dictature bien plus subtile et bien plus efficace: celle de l'idéologie de la gauche bien-pensante diffusée en permanence par les médias.

Cette décision de justice est une insulte pour les femmes (qui luttent contre le voile intégral), pour les musulmans modérés (qui luttent contre l'islamisme), pour les défenseurs de la démocratie et de la laïcité et enfin pour les jeunes en général qui sont considérés ni plus ni moins comme des abrutis décérébrés incapables de la moindre réflexion intellectuelle valable si l'on en croit cette juge.

La justice française est donc féminine et de gauche. Alors que justement la justice pour être juste et impartiale se doit d'être sans sexe et apolitique.

Le fait que ce soit un parti d'extrême droite qui soit le dernier et seul parti à réellement défendre les droits fondamentaux de la démocratie en France est le signe que notre pays et ses institutions vont très mal.

La gauche n'a tiré aucun enseignement des élections présidentielles de 2002 où le candidat du FN avait écrasé celui de la gauche pour se retrouver au second tour face au candidat de droite. Et si aux présidentielles de 2007 Sarkozy n'avait pas été là pour jouer les trouble-fêtes habiles (en draguant l'électorat d'extrême droite pour le renier ensuite) que se serait-il passé ? Aujourd'hui, nous sommes dans cette situation car l'électorat du FN a bien compris que Sarkozy n'était qu'un beau parleur qui formate son discours en fonction des sondages d'opinion et donc qu'il n'y a rien à attendre de lui.

Triste conclusion de cette affaire d'interdiction d'affiche: l'heure du débat est finie depuis longtemps, les mots ont échoué car on ne peut dialoguer avec ces fanatiques gauchistes adeptes de la pensée unique de la gauche bien-pensante. Ils sont fous et on ne débat pas avec des fous. Les fous, on les ignore ou on les ignore si ils représentent un danger pour la

société.

Puisque les hommes politiques n'ont plus aucun pouvoir (comme le journaliste Eric Zemmour, seul et bien seul, nous le rappelle si justement dans chacune de ses interventions dans les médias), le bulletin de vote n'a plus le poids qu'il pouvait avoir encore il y a quelques années. La solution ne viendra donc pas de la politique puisque ce sont les institutions, l'inconscient collectif, la mondialisation et le communautarisme qui dirigent les démocraties aujourd'hui.

Pour sortir de cette impasse dans laquelle se trouve la France (ainsi que la plupart des démocraties occidentales), il ne reste plus qu'une solution que je ne nommerai pas pour éviter de me retrouver condamné par un juge de gauche (pléonasme).

Antoine Douchet

Artiste libre dans un pays libre (pour combien de temps ?) et qui entend le rester.

Vous aimez le cinéma, la BD, l'humour, la S-F, visitez mon site:

You like movies, comic books, stand up comedy, sci-fi, check out my website:

<http://mystuff.chez-alice.fr/>